

Alerte rouge sur le maquereau (et pas que...)

Début octobre, le Conseil international pour l'exploration de la mer (Ciem) a recommandé de baisser les captures de maquereau de 77 %, un choc pour la filière. La surpêche est mise en cause mais cela provoquera un bouleversement dans les filières de la conserve et du fumé.



Le Ciem avertit que le non-respect de cette baisse de 77 % pourrait menacer la reconstitution du stock de maquereau. Une nouvelle catastrophe pour les pêcheurs mais aussi pour toute la filière aval (conserves, marché du frais et mareyage, fumeurs). D'après la fédération européenne, les captures descendraient à 174 375 tonnes en 2026, contre 576 958 tonnes en 2025. Un véritable effondrement.

Si le Tac a toujours été respecté, c'est la somme des quotas unilatéraux et la surpêche russe, particulièrement mal suivie, qui provoquent la surexploitation du stock. Dans un communiqué, le MSC analyse que les captures ont excédé l'avis scientifique de 39 % en moyenne sur 15 ans. Les instances représentatives de la filière, sans donner de réaction directe à l'avis du Ciem, appellent à un respect du Tac négocié entre les États côtiers (UE, Royaume-Uni, Norvège et îles Féroé).

« Nous sommes inquiets de la réduction des apports pour les transformateurs, s'alarme Caroline Gamblin, responsable industrie du poisson chez Pact'Alim. Le produit est tendu depuis plusieurs années, il y aura encore davantage de hausses tarifaires et des problèmes de disponibilité à prévoir. » D'après les données douanières, entre juillet 2024 et juillet 2025, le prix à l'import du maquereau congelé (76 % volume) dans l'UE a augmenté de 32 % et de 18 % sur le frais (24 % des volumes).

Dans un communiqué du 14 octobre, l'Association européenne des transformateurs de poissons alerte sur trois aspects de la crise à venir : la viabilité des entreprises

La baisse de quota recommandée par le Ciem fait passer les captures de **576 958 t** en 2025 à **174 375 t** en 2026.

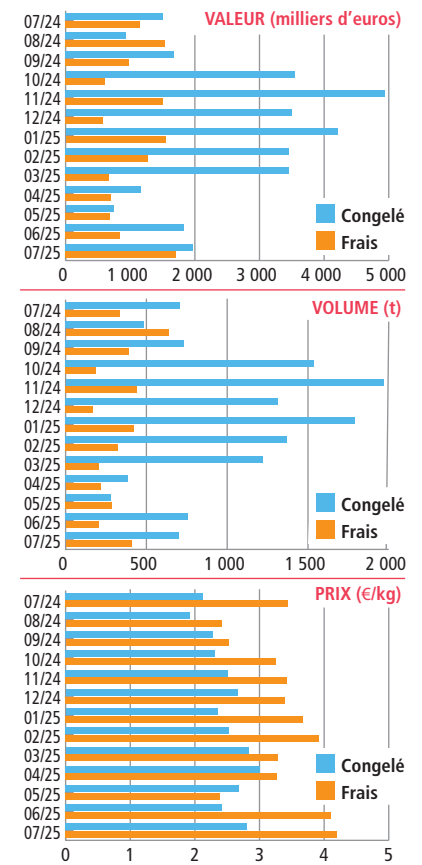
Entre juillet 2024 et juillet 2025, le prix à l'import du maquereau congelé (76 % volume) dans l'UE a augmenté de **32 %** et de **18 %** sur le frais (24 % des volumes).

pourrait être remise en cause, notamment celles de taille moyenne ; les tensions à prévoir sur le marché ; une dégradation de l'image du produit et de sa durabilité. L'association appelle donc à communiquer sur les engagements des pêcheries européennes à respecter les quotas.

Côté entreprises, Petit Navire annonce modifier son approvisionnement en 2026 pour aller vers le *Scomber colias* ou le *Scomber japonicus*, deux espèces qui subissent une moindre pression de pêche. Chez Maison Chancerelle, Jean-François Feillet, directeur qualité et RSE, travaille également sur une modification des approvisionnements. Les conserveurs ne se prononcent pas encore sur les implications commerciales. ■

Vincent SCHUMENG

Évolution des importations de maquereau dans l'UE de juillet 2024 à juillet 2025



Source : données douanières

[Le hareng aussi : les sauteurs-saurisseurs inquiets pour leur survie]

« Sur mes dernières propositions de prix de maquereau, avec le bon taux de gras on était à + 150 % par rapport à 2024 ! On va essayer de passer des hausses à nos clients mais combien ? Et comment le consommateur va-t-il réagir ? », s'inquiète Pierre Corrué, codirigeant de l'entreprise de saurisserie éponyme. Il est urgent que l'on se penche collectivement sur la transformation de nouvelles espèces. » À la flambée du maquereau s'ajoutent celles de l'églefin – qui subit les conséquences de mesures de rétorsion européennes face à la Russie – et du hareng. Or, ces trois espèces représentent 70 % du CA de l'entreprise. L'horizon s'assombrit d'autant plus que, le 15 octobre, le Ciem a révisé son avis scientifique sur le hareng d'automne,

recommandant un Tac de 287 777 tonnes en 2026. Une réduction de 30 % par rapport aux prévisions d'avril. « Nous avons subi une hausse de prix de 40 % l'année dernière sur cette espèce. Là, nous n'avons pas encore de projection de prix de nos fournisseurs pour 2026. Or, nous négocions déjà avec nos clients. On n'est pas dans la rhétorique commerciale : si nous ne passons pas de hausses, on va tous crever », s'alarme Jean-Christophe Lagarde, dirigeant de Sepoa. « On peut s'attendre à des conséquences en termes d'emplois et même de défaillances de certaines entreprises », confirme Pierre Corrué. Une inquiétude relayée par le syndicat des sauteurs-saurisseurs.

Marielle MARIE